MEDEF Presse

MEDEF

6 Février 2015

Revue de presse

Forum franco-africain pour une croissance partagée

Presse

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 68
SURFACE : 76 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Pierre Gattaz

► 1 février 2015 - N°2821

TRIBUNE

PIERRE GATTAZ
Président du Medef

Ce qu'on attend de nous

ALORS QUE LA FRANCE EST À UN TOURNANT dans sa relation économique avec l'Afrique, le Forum franco-africain pour une croissance partagée du 6 février, coorganisé par Medef International et les ministères économiques et financiers, constitue une nouvelle opportunité pour les entrepreneurs africains et français.

Plus aucune entreprise ne peut bâtir sa stratégie internationale en ignorant l'Afrique, qui représentera un quart de la population mondiale d'ici à 2050 et affiche depuis dix ans un taux de croissance supérieur à 5 %. Un continent en mouvement que beaucoup d'entreprises ont découvert ou redécouvert. Les quatre axes sur lesquels nos partenaires africains nous attendent sont la jeunesse, l'innovation, le défi des villes, et la question du financement de l'économie et des projets des entreprises.

Les jeunes générations sont les premières concernées par l'évolution des relations économiques franco-africaines. Notre présence doit être la source d'une amélioration constante et durable de la formation et de l'employabilité à tous les niveaux de l'entreprise. Ce qui s'accompagnera de transferts de technologies, et contribuera au développement du tissu entrepreneurial. L'Afrique se retrouve aussi autour d'associations de jeunes professionnels issus de la diaspora, formés en France ou travaillant dans nos entreprises. L'énergie qu'ils mettent à renforcer les échanges économiques est un atout précieux.

L'innovation doit être au cœur de notre partenariat. Elle est un puissant accélérateur de développement, que l'Afrique a adopté en sautant des étapes technologiques avec la révolution mobile et numérique. Près de 60 % des paiements mondiaux réalisés avec un téléphone portable y sont effectués. Les entreprises qui implantent leurs centres de recherche et de développement sur le continent détiendront la clé pour optimiser leur fonctionnement, former la population (via l'e-learning), gérer la programmation et le développement des villes (connectées) ou faire gagner en efficacité les procédures administratives ou douanières (e-administration, guichets uniques).

La question des villes est cruciale, avec une population qui sera à 75 % urbaine dès 2030. Leur modèle se redessine afin qu'elles soient reliées et intégrées de manière plus inclusive, qu'elles soient plus compactes et plus sobres en matière de dépense énergétique. Des projets d'envergure sont accessibles à nos entreprises dans la conception, la gestion et le développement des municipalités africaines de demain, en lien avec les sociétés et décideurs locaux.

Le financement demeure un goulot d'étranglement, justifiant la mobilisation des institutions publiques de développement, en particulier pour l'immense chantier des infrastructures, dont le besoin en investissements supplémentaires est évalué à 50 milliards de dollars [plus de 43 milliards d'euros] annuels. Des passerelles doivent être mises en place pour créer un relais entre financements public et privé. Des solutions innovantes et des fonds d'investissement, davantage présents, sont aujourd'hui à l'œuvre, ce qui permet d'identifier les projets du secteur privé local et les besoins en infrastructures – en vue de les financer.

Reste à mieux apprécier la notion de risque en Afrique, qui demeure un obstacle à une mobilisation efficace et à moindre coût des capitaux.

Dans cette Afrique en mouvement et dans un environnement de plus en plus compétitif, nous avons perdu du terrain. Il n'y a plus d'acquis, pour aucun partenaire étranger. Notre présence dans les pays anglophones et lusophones a tardé à se développer. Nos « logiciels » de compréhension et d'action dans les États francophones étaient devenus obsolètes.

> **L'énergie des jeunes de la diaspora : un atout économique précieux.**

Le secteur privé français doit jouer un rôle moteur dans le renforcement d'un partenariat croisé. C'est le rôle et la mission du Medef, et plus particulièrement de Medef International, d'accompagner et d'accélérer le développement des entreprises françaises en Afrique. Parallèlement, nous continuons à renforcer nos liens avec nos homologues africains et à les soutenir dans les instances internationales.

L'Afrique a besoin d'investissements dans le cadre d'une relation équilibrée. Et les entreprises françaises, de renforcer leurs liens économiques avec des partenaires d'avenir. ●

Tous droits de reproduction réservés

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 62-65
SURFACE : 284 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Alain Faujas

► 1 février 2015 - N°2821

AFRIQUE-FRANCE

Hollande pousse

▲ Lors du sommet de Paris pour la sécurité au Nigeria, le 17 mai 2014.

Tous droits de reproduction réservés

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 62-65
SURFACE : 284 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Alain Faujas

1 février 2015 - N°2821

son avantage

ALAIN JOCARD/AFP

Après avoir convaincu ses pairs d'élaborer une stratégie commune en matière de lutte antiterroriste et les avoir sensibilisés à la question du climat, le président français espère doper le business avec le continent. Ce sera l'enjeu du Forum franco-africain, qui se tient à Paris le 6 février.

ALAIN FAUJAS

Quatorze mois après le sommet Afrique-France, réuni à Paris le 6 décembre 2013, le chef de l'État français garde le cap qu'il avait alors fixé. Ses trois priorités demeurent, dans l'ordre, la sécurité, le climat et les relations économiques. Pour les deux premières, la mobilisation commence à produire ses effets. En ce qui concerne la sécurité, les jalons posés au forum de Dakar les 15 et 16 décembre derniers, la prise de conscience des États africains qu'ils devront se substituer un jour à la France pour d'autres opérations Serval ou Sangaris et le départ du président burkinabè Blaise Compaoré ont permis au Mali, au Burkina Faso, à la Mauritanie, au Niger et au Tchad de se retrouver enfin sur la même longueur d'onde pour combattre le terrorisme. Une stratégie comparable prend forme contre Boko Haram avec le Bénin, le Cameroun, le Niger, le Nigeria et le Tchad.

François Hollande ne manque pas non plus une occasion de parler à ses pairs africains de la lutte contre le réchauffement climatique. Dans la perspective de la conférence Paris Climat 2015, qui se tiendra au Bourget du 30 novembre au 11 décembre, le président français entend faire de l'Afrique une alliée pour parvenir à un accord mondial ambitieux comportant les fonds et l'aide technique nécessaires pour permettre aux pays en développement de maîtriser leurs émissions de gaz à effet de serre. La France contribuera pour 1 milliard de dollars (environ 885 millions d'euros) aux 10 milliards prévus dans le Fonds vert de l'ONU pour le climat. Elle a également promis que l'Agence française de développement (AFD) consacrerait 1 milliard d'euros à cette question sur les 4 milliards qu'elle alloue au développement. Et elle a fait le forcing pour « verdir » l'aide européenne, obtenant que 20 % des sommes débloquées par le Fonds européen de développement (FED) soient affectés à la prévention des excès climatiques. En matière de relations économiques, les avancées ●●●

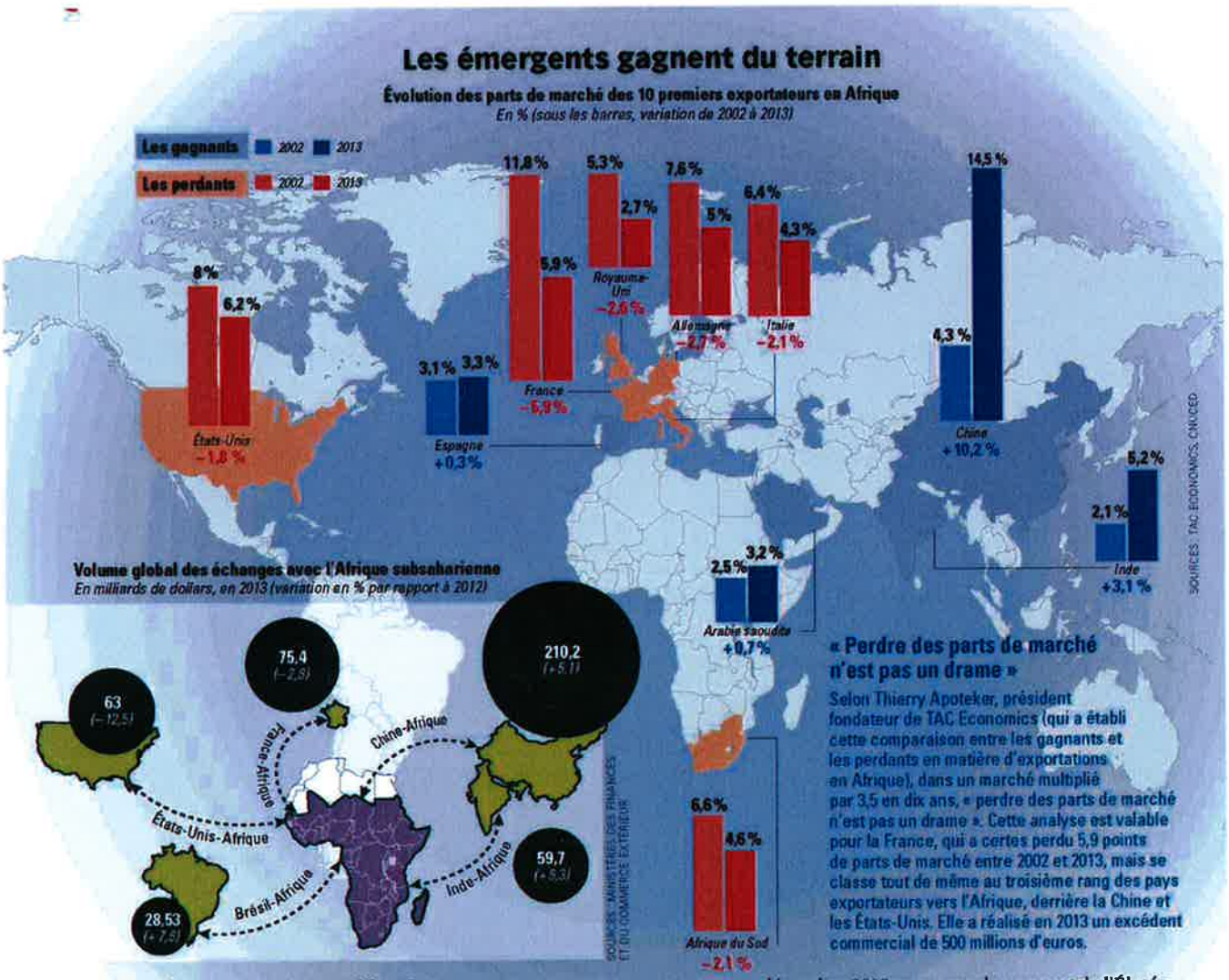
Tous droits de reproduction réservés

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 62-65
SURFACE : 284 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Alain Faujas

► 1 février 2015 - N°2821



« Perdre des parts de marché n'est pas un drame »

Selon Thierry Apoteker, président fondateur de TAC Economics (qui a établi cette comparaison entre les gagnants et les perdants en matière d'exportations en Afrique), dans un marché multiplié par 3,5 en dix ans, « perdre des parts de marché n'est pas un drame ». Cette analyse est valable pour la France, qui a certes perdu 5,9 points de parts de marché entre 2002 et 2013, mais se classe tout de même au troisième rang des pays exportateurs vers l'Afrique, derrière la Chine et les États-Unis. Elle a réalisé en 2013 un excédent commercial de 500 millions d'euros.

••• sont beaucoup moins notables. Certes, on a fait en sorte que les entreprises françaises bénéficient de quelques retombées en contrepartie de la contribution de Paris à la défense du continent *(lire p. 66)*. La société Razel-Bec participera ainsi à la construction des camps de la Mission des Nations unies au Mali (Minusma). Quant à l'armée tanzanienne, elle sera équipée pour la première fois d'hélicoptères de transport venus de l'Hexagone.

« ATTENTION POSITIVE ». C'est mieux que rien. Mais les entreprises françaises continuent à perdre des parts de marché sur le continent, comme cela a été abondamment rappelé au Forum Afrique organisé le 20 janvier par *Le Moci (Moniteur du commerce international)*, le Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian) et la chambre de commerce et d'industrie Paris - Île-de-France. Malgré la réorganisation des services et des stratégies commerciales. Et malgré les améliorations en matière de visas accordés par la France, basées sur les recommandations du rapport Védrine (remis en décembre 2013 en marge du sommet de l'Élysée, *lire p. 77)*: désormais, les chefs d'entreprise africains peuvent bénéficier de visas multi-entrées d'une validité de cinq ans, et les ambassades ont établi des « listes d'attention positive » pour leur éviter d'humiliantes démarches.

Car il ne suffit pas de regrouper plusieurs services de l'État sous les casquettes « business France » ou « expertise France » pour aiguiser l'intérêt des entreprises de l'Hexagone pour l'Afrique! Il ne suffit pas non plus de désigner comme nouveau marché à conquérir l'Afrique anglophone, nettement plus dynamique et plus peuplée que sa sœur francophone *(lire pp. 70-71)*.

Les grandes entreprises - Total, Carrefour, Bolloré, Société générale ou Somdiaa -, qui ont leurs aises à l'international et fréquentent l'Afrique de longue date, souscrivent sans difficulté au baromètre du Cian, annonçant pour 2015 des « perspectives d'activité moins fortes, mais toujours en hausse » sur le continent. Elles savent « transformer le risque en opportunités ». Elles ne se laissent pas

Tous droits de reproduction réservés

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 62-65
SURFACE : 284 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Alain Faujas

► 1 février 2015 - N°2821

impressionner par l'absence de visibilité politique, juridique et sociale, qui est le lot de nombreux pays africains, car elles ont appris que cette opacité – et les risques qui en découlent – est « compensée par un retour sur investissement élevé », comme le rappelle le Clan.

CRAINTES. Mais les autres, les PME françaises focalisées sur leur marché national, voire européen, et ignorant par exemple l'explosion du téléphone portable en tant qu'outil à tout faire (banque, achat d'électricité, etc.) au Kenya, ont bien du mal à surmonter les craintes que leur inspirent les mauvais classements du climat des affaires publiés chaque année par la Banque mondiale, parce que l'État est mauvais payeur au Gabon ou la main-d'œuvre peu qualifiée en Côte d'Ivoire, etc. On a beau leur rappeler que les importations africaines croissent de 15 % par an depuis 2003 ou leur faire miroiter l'exemple des entreprises chinoises qui exportent à tour de bras, difficile de gommer pour autant l'image véhiculée par les médias français d'une Afrique martyrisée par les épidémies, les coups d'État et le terrorisme. L'afro-optimisme des fonds de placement occidentaux et la multiplication des sites d'information francophones consacrés au continent n'ont pas encore eu le temps de crédibiliser la montée en puissance de la fameuse classe moyenne africaine, facteur de paix, de stabilité et de création de richesses.

RÉCIPROQUE. La Fondation franco-africaine pour la croissance créée en juillet, dont l'architecte est Lionel Zinsou *(lire p. 75)*, deviendra opérationnelle le 6 février lors du Forum franco-africain pour une croissance partagée, coorganisé par l'Élysée, le ministère de l'Économie et des Finances et Medef International. Elle a du pain sur la planche car, pour promouvoir la coopération mutuelle chère à François Hollande, elle va devoir tisser – et vite! –, par-dessus les mers et les déserts, une connaissance réciproque à partir de colloques, de forums, de rencontres, d'échanges techniques ou universitaires, de formations.

Comme le répète Richard Arlove, directeur général de la société mauricienne Abax Corporate Services, spécialisée dans l'accompagnement des investissements transfrontaliers : « La croissance, c'est beaucoup d'humain. » Ajoutant que « grâce à sa diaspora la France a beaucoup d'atouts pour devenir un excellent partenaire des entreprises africaines ». La place est désormais aux actes. ●

Tous droits de reproduction réservés

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 70-71
SURFACE : 165 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Frédéric Maury

► 1 février 2015 - N°2821

STRATÉGIE

Là où l'herbe est plus verte

Leurs marchés traditionnels sont saturés ? Qu'à cela ne tienne : les groupes français se tournent vers de nouveaux espaces. Direction : l'Afrique anglophone et lusophone.

Tout un symbole ! Pour réaliser sa première opération de croissance externe en Afrique, le groupe français JCDecaux n'a choisi ni le Maroc, ni la Côte d'Ivoire, ni le Cameroun, mais… l'Afrique du Sud. D'ici à quelques semaines, le leader mondial de la communication extérieure finalisera la reprise de Continental Outdoor Media avec à la clé une présence dans quatorze pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Passé directement d'une implantation dans trois pays au rang de numéro un continental, le groupe familial français ne cache pas sa principale motivation : saisir sa chance, quelle que soit la zone. « Nous ne cherchions pas à acquérir un opérateur dans chaque pays, car cela aurait pu se révéler complexe à intégrer. Et dans notre domaine, les opérateurs panafricains sont en Afrique du Sud », explique Jean-Sébastien Decaux, directeur général pour l'Europe du Sud, la Belgique, le Luxembourg, l'Afrique et Israël du groupe fondé par son père.

À l'instar de JCDecaux, les sociétés françaises n'hésitent plus à sortir de la zone francophone. « Il n'y a plus de freins psychologiques en matière de géographie pour les grandes entreprises. La plupart ont déjà des équipes très techniques et expérimentées. Elles recrutent désormais des actifs quelle que soit la zone linguistique concernée », souligne Bruno Derieux, avocat associé chez Linklaters, un cabinet international parmi les plus actifs sur le continent.

RETARD. Les exemples sont désormais nombreux. En deux opérations, menées en moins d'un an, Danone a rattrapé le retard accumulé par rapport à certains de ses concurrents implantés depuis de longues années au sud du Sahara, à commencer par Nestlé. Pour ce faire, le numéro un mondial des produits laitiers n'a pas hésité à sortir, comme son compatriote, de la zone d'influence historique de la France en Afrique : Fan Milk et Brookside Dairy, les deux compagnies dans lesquelles Danone a investi plusieurs centaines de millions d'euros, réalisent l'essentiel de leurs opérations respectivement au Ghana et au Kenya.

De même, dans sa nouvelle stratégie continentale, Pernod Ricard a sélectionné six pays, dont un seul francophone (le Maroc). Enfin, si l'arrivée de Carrefour en Afrique subsaharienne a été bruyamment annoncée via son implantation en Côte d'Ivoire, le groupe français devrait lancer à peu près au même moment ses activités dans un autre pays, anglophone celui-là : le Kenya.

Fini les chasses gardées françaises dans les économies africaines ? « L'idée même d'une chasse gardée est trompeuse, lance un observateur. Prenez un exemple récent qui a fait beaucoup de bruit : l'attribution du second terminal à conteneurs d'Abidjan à Bolloré. Qui était en face de lui ? CMA-CGM et Necotrans, des groupes français… » Étienne Giros, président délégué du Conseil français des investisseurs en Afrique (Cian), ne dit pas autre chose : « L'Afrique s'est ouverte à la mondialisation. Les liens des élites du continent avec la France sont désormais davantage de l'ordre de la concurrence. Enfin, n'oubliez pas que dans plusieurs pays francophones, comme la Côte d'Ivoire, les groupes français sont déjà très présents. La marge de progression y est minime. »

POUVOIR D'ACHAT. Même si quelques retraits ont marqué les esprits (comme celui de Crédit agricole, qui a cédé ses filiales subsahariennes à partir de 2008), les groupes français historiquement implantés en Afrique ont utilisé leur connaissance du terrain pour se déployer au-delà de leurs implantations historiques. Héritier d'Elf et à ce titre symbole de la Françafrique, Total a considérablement élargi son champ d'influence, au point de faire de l'Angola, pays lusophone, le navire amiral du groupe sur le continent. En décembre, après 7 milliards d'euros d'investissements, le groupe a inauguré à 240 km au nord-ouest de Luanda, en plein océan Atlantique, une nouvelle et monumentale barge flottante de production et de stockage.

Lafarge, dont les premières implantations africaines s'étaient faites en Algérie ou au Cameroun, a beaucoup grossi au Nigeria, en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Le cimentier a même choisi sa filiale de Lagos pour absorber ses activités en Afrique du Sud, nommant ce nouvel ensemble (coté à la Bourse nigériane) Lafarge Africa. Sous la houlette de Dominique Lafont, Bolloré Africa Logistics (BAL) a quant à lui résolument mis le cap sur l'Afrique anglophone. Enfin, inenvisageable il y a une poignée d'années, un retour au Nigeria n'est plus exclu pour le groupe Société générale, numéro un des banques françaises en Afrique francophone.

La stratégie des groupes français en Afrique est de plus en plus déterminée par les opportunités de marché. Ainsi, l'importance que donne Business France (ex-Ubifrance, l'agence pour le développement

HORS DES SENTIERS BATTUS

Kenya
- Acquisition par **Danone** de 40 % de Brookside Dairy, numéro un du lait en Afrique de l'Est (juillet 2014)

Angola
- Inauguration par **Total** de la plateforme Clov (décembre 2014)
- Partenariat entre **CMA-CGM** et l'opérateur angolais Multiparques pour le développement de plateformes logistiques à l'intérieur du pays (janvier 2015)

Afrique du Sud
- Accord d'acquisition par **JCDecaux** de Continental Outdoor Media, numéro un africain de l'affichage urbain (décembre 2014)
- Contrat de 4 milliards d'euros entre une filiale locale d'**Alstom Transport** et Prasa, l'agence publique sud-africaine de transport ferroviaire de passagers, portant notamment sur la fourniture de 600 trains sur dix ans (octobre 2013)

Nigeria
- Acquisition par **Axa** de l'assureur Mansard Insurance, pour 198 millions d'euros (décembre 2014)

Tous droits de reproduction réservés

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 70-71
SURFACE : 165 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Frédéric Maury

► 1 février 2015 - N°2821

JON ARNOLD/HEMIS.FR

▲ En Afrique du Sud, après le consortium franco-canadien Bombela, qui a construit et exploite le Gautrain (photo), Alstom a à son tour décroché un contrat pour la fourniture de 600 trains à Prasa, l'agence sud-africaine de transport ferroviaire.

international des entreprises françaises) à l'Angola tient en une phrase : ce pays à fort pouvoir d'achat importe la quasi-totalité de ses besoins. Le cabinet de conseil McKinsey rappelait il y a quelques années que dix pays réalisaient 81 % de la consommation privée du continent. Parmi ceux-ci, seulement trois francophones (l'Algérie, le Maroc et la Tunisie). Les opérateurs français en Afrique commencent à intégrer cette réalité.

ILLUSIONS. Il ne faudrait pas, pour autant, se faire d'illusions. Plus l'entreprise française est petite, plus il y a de chances pour que ses premiers pas se fassent en zone francophone. « Le côté linguistique compte toujours, surtout pour les entreprises de taille modeste, mais il ne faut pas y voir une dimension politique, résume Joël Krief, banquier d'affaires chez AM Capital, actif depuis plusieurs décennies sur le continent. C'est un lien naturel qui fait qu'une PME française ira avant tout en Côte d'Ivoire, au Maroc ou en Tunisie. »

Historiques ou nouveaux, les groupes français s'adaptent aussi, peu à peu, aux nouvelles pratiques du continent. Parmi elles, l'africanisation du management. Même si le chemin reste long (il suffit pour s'en convaincre de regarder la composition du comité de direction de CFAO, distributeur français passé sous contrôle japonais), les lignes bougent. Société générale, longtemps symbole de la structure française dirigée par des expatriés, a ainsi fait monter un grand nombre de cadres locaux. Au Cameroun, le groupe bancaire est même allé débaucher son numéro deux, Georges Wega, chez un concurrent, United Bank for Africa (UBA).

Fini le temps où des soupçons de Françafrique pesaient sur les relations d'affaires.

Les Français envisagent également la possibilité de partenariats avec des locaux. Danone a ainsi accepté une place minoritaire (40 %) dans Brookside Dairy, laissant le contrôle à une famille kényane très influente, les Kenyatta. Un cas qui devrait toutefois rester rare : la plupart des grands groupes français, à l'instar des autres multinationales, aiment garder le contrôle.

Vivement concurrencées sur leurs terres par des groupes turcs, chinois ou marocains, les entreprises de l'Hexagone semblent en tout cas moins complexées par leur origine, considérant que les soupçons de Françafrique ne pèsent plus sur les relations d'affaires. « Les entreprises françaises bénéficient aujourd'hui d'une image plus positive. Elles profitent peut-être d'un certain nombre de déceptions qu'ont suscitées des opérateurs venant d'autres continents. Leur constance, malgré les crises, a sans doute fait remonter leur cote », constatait récemment dans *Jeune Afrique* Marc Rennard, vice-président Afrique d'Orange et membre de Medef International. Beaucoup rejettent désormais l'idée qu'il puisse subsister une collusion entre intérêts privés et intérêts publics entre la France et l'Afrique. « S'il y a encore des entreprises françaises qui croient en la Françafrique, c'est regrettable, avance Joël Krief. Car cela donne une mauvaise image des autres acteurs français sur le continent. » ●

FRÉDÉRIC MAURY

Tous droits de reproduction réservés

JEUNE AFRIQUE

PAYS : France
PAGE(S) : 72
SURFACE : 72 %
PERIODICITE : Hebdomadaire

RUBRIQUE : Le plus de jeune afrique
DIFFUSION : 14355
JOURNALISTE : Georges Doügüeli

▶ 1 février 2015 - N°2821

DR

▲ Le Port-Môle, où le chinois CHEC est en train de gagner 40 ha sur la mer.

Libreville, libre choix

Il est sorti de son tête-à-tête avec la France et fait jouer la concurrence. Ses nouveaux partenaires sont chinois, turcs, mauriciens, américains… Volage, le Gabon ? Non, réaliste !

Lorsqu'on s'apprête à atterrir à Libreville, on ne peut pas le rater. Le stade de l'Amitié-Sino-Gabonaise d'Angondjé, en périphérie nord de la capitale, est à lui seul le symbole d'un changement d'ère. Près de 600 ouvriers mobilisés par Shanghai Construction Group ont travaillé jour et nuit afin de livrer l'ouvrage à temps pour accueillir la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2012. « Il n'y avait que les Chinois pour réussir une telle performance », commente un membre du comité d'organisation de l'événement.

On ne peut pas non plus rater le titanesque chantier mené sur le front de mer par China Harbour Engineering Company (CHEC), Champ-Triomphal - Port-Môle, l'un des projets spéciaux du septennat d'Ali Bongo Ondimba : 40 ha sont en passe d'être gagnés sur la mer pour accueillir une marina ainsi qu'un complexe commercial et culturel. Coût estimé du projet : 450 millions de dollars (environ 350 millions d'euros), pour une livraison prévue en 2020. Et c'est encore un groupe chinois, Sinohydro, qui construit le barrage de Grand Poubara, dans l'est du pays (300 millions d'euros).

Et les entreprises chinoises ne sont pas les seules à disputer aux Français la place prédominante qu'ils occupaient dans l'économie du pays. Le groupe agro-industriel singapourien Olam, arrivé au Gabon en 1999, y a diversifié ses activités et est devenu le partenaire de l'État pour le développement de la zone économique spéciale de Nkok, inaugurée en 2011.

LOGEMENTS. Début 2013, le conglomérat mauricien Ireland Blyth Ltd (IBL) a signé un accord avec le Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) pour l'essor de la filière pêche, qui s'est déjà concrétisé par la création d'une coentreprise, Tropical Holding, et la remise en état de l'usine de Gabon Seafood. Quant à la construction des premiers lots de logements sociaux d'Angondjé, elle a été confiée à des entreprises turques (Dorce et Afrika Rönesans).

Cerise sur le gâteau, l'Agence nationale des grands travaux (ANGT), maître d'ouvrage délégué chargé depuis 2010 de superviser l'ensemble des principaux chantiers prévus dans le cadre du programme « Gabon émergent », a pour partenaire stratégique l'américain Bechtel, géant de l'ingénierie et du BTP, qui a participé à l'élaboration du Schéma directeur national d'infrastructure.

FRILOSITÉ ? La nouvelle génération de dirigeants gabonais prône la diversification des partenaires. Elle veut sortir du « tête-à-tête » avec l'ancienne puissance coloniale en ouvrant grand le pays, tout en se défendant d'entraver les intérêts des entreprises françaises. Seul l'attentisme de ces dernières serait en cause. « Au moment où l'économie gabonaise prend son envol avec des perspectives encourageantes, je constate malheureusement que nos partenaires traditionnels, de qui nous aurions attendu plus, marquent le pas. Est-ce par simple prudence ? est-ce par frilosité ? ou par désintérêt ? » s'interrogeait Ali Bongo Ondimba devant les patrons français réunis au siège du Medef en avril 2014.

Les entreprises françaises n'ont semble-t-il pas vu venir ce tournant, pourtant clairement énoncé par le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE 2011-2016). Leur volume d'activités a-t-il réellement chuté pour autant ? « Dire que les Français perdent du terrain au Gabon est une présentation erronée de la situation. Nous assistons à un ajustement, à un retour des choses à leur juste proportion », tempère un conseiller du chef de l'État. Cette volonté de rééquilibrage ne remet pas en question les positions de groupes bien implantés, tels que le forestier Rougier. C'est aussi le cas de Veolia, dont le partenariat avec la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG, dont il a acquis 51 % en 1997 dans le cadre d'un contrat de concession de vingt ans) devrait aller jusqu'à son terme en dépit de désaccords avec le gouvernement. ●

GEORGES DOUGUELI, *envoyé spécial*

Tous droits de reproduction réservés

Les Echos

PAYS : France
PAGE(S) : 8
SURFACE : 31 %
PERIODICITE : Quotidien

RUBRIQUE : Monde
DIFFUSION : 123636
JOURNALISTE : Yves Bourdillon

▸ 6 février 2015 - N°21872

MONDE

Paris à la reconquête d'une Afrique en plein essor

● Le Forum franco-africain pour la croissance ouvre aujourd'hui à Paris.
● Un continent dynamique en quête de relations concurrentielles avec la France.

AFRIQUE

Yves Bourdillon
ybourdillon@lesechos.fr

Paris accueille aujourd'hui le continent le plus dynamique du monde. Ce sont une centaine d'entreprises et d'organisations professionnelles de cette Afrique au taux de croissance économique (5 % par an au cours de la décennie écoulée) et démographique impressionnant (1,14 milliard d'habitants en 2014 et peut-être 2 milliards en 2050) qui assisteront aujourd'hui à l'ouverture du Forum franco-africain pour une croissance partagée.

Absence de l'Algérie et de l'Afrique du Sud

La session plénière du forum devrait être l'occasion d'une intervention de François Hollande en présence de dirigeants africains de premier plan, comme Ngozi Okonjo-Iweala, la ministre des Finances du Nigeria, Habib Essid, le chef du gouvernement tunisien, Macky Sall, le président du Sénégal, Ali Bongo, le président du Gabon, ou Alassane Ouattara, le président de Côte d'Ivoire. Si l'Algérie et l'Afrique du Sud ne seront pas présents, Mohamed Boussaïd, le ministre marocain de l'Economie, viendra en revanche illustrer la fin de la brouille diplomatique entre Paris et Rabat déclenchée il y a un an pour une affaire judiciaire.

Tous droits de reproduction réservés

Les Echos

PAYS : France
PAGE(S) : 8
SURFACE : 31 %
PERIODICITE : Quotidien

RUBRIQUE : Monde
DIFFUSION : 123636
JOURNALISTE : Yves Bourdillon

► 6 février 2015 - N°21872

Le président français, François Hollande, devrait ouvrir aujourd'hui le Forum franco-africain à Paris en présence, notamment, de la ministre des Finances du Nigeria, Ngozi Okonjo-Iweala (ici, lors d'un précédent forum en 2013). *Photo Eric Piermont/AFP*

Dès la fin de son discours le président français doit s'envoler pour Moscou afin de travailler à éviter une guerre entre la Russie et l'Ukraine (lire nos informations page 3). Une problématique malheureusement familière pour les dirigeants africains, mais en passe de devenir moins obsédante. Jamais le continent n'a compté autant de gouvernements élus légitimement et si peu de conflits meurtriers (plus de 10.000 morts tout de même en 2014), même si ceux en cours en Libye ou provoqué par Boko Haram au Nigeria sont dans tous les esprits.

Des positions menacées

Ce forum est poussé par l'Elysée et le patronat français, 14 mois après la conférence économique du Sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité. Il doit prolonger la réflexion sur la refondation des relations économiques entre la France et des pays africains, dont beaucoup furent ses colonies jadis. Les positions françaises sont menacées, tant dans le commerce que dans les appels d'offres, par la concurrence chinoise, indienne, brésilienne, turque, émiratie, américaine, allemande, italienne, espagnole ou même britannique. Les entreprises françaises ne fournissent plus que 4,7 % des importations de l'Afrique subsaharienne, contre 10,1 % il y a dix ans. La France n'est plus que le deuxième fournisseur de l'Algérie, derrière la Chine, et le quatrième de la Côte d'Ivoire. ■

Tous droits de reproduction réservés

Les Echos

PAYS : France
PAGE(S) : 8
SURFACE : 27 %
PERIODICITE : Quotidien

RUBRIQUE : Monde
DIFFUSION : 123636
JOURNALISTE : Yves Bourdillon

► 9 février 2015 - N°21873

MONDE

La France accroît les outils financiers pour investir et faire du négoce en Afrique

AFRIQUE

François Hollande annonce un engagement accru des structures publiques de financement.

Yves Bourdillon
ybourdillon@lesechos.fr

Le Nigeria, fort de 173 millions d'habitants, « *compte plus d'internautes que la France* ». D'un chiffre, Jeremy Doutte, jeune PDG du site de commerce en ligne Jumia Nigeria, résume la formidable explosion économique et démographique de l'Afrique. Ce continent, qui semblait jadis abonné au désespoir, croît de 5 % par an depuis dix ans et pourrait compter 2 milliards d'habitants en 2050, neuf fois plus qu'un siècle auparavant.

Cet afro-optimisme dont ont fait preuve à foison les participants au forum franco-africain de vendredi dernier, à Bercy, ne doit certes pas occulter des difficultés considérables. Les ministres et dirigeants d'entreprise présents, au nombre de 500, n'ont pas nié les problèmes criants du continent : corruption, faiblesse de l'Etat de droit, insuffisances des infrastructures routières, énergétiques, d'adduction d'eau, de santé ou d'éducation. Selon la Banque mondiale, il faudrait des investissements de 100 milliards de dollars par an dans les infrastructures, dont les 54 Etats africains ne peuvent fournir que la moitié.

Des obstacles qui ne sont plus rédhibitoires. Les finances publiques de la plupart des pays d'Afrique leur permettent d'envisager des emprunts à des taux plus raisonnables qu'il y a quelques années. « *Je ne connais pas un pays africain qui ne rembourse pas sa dette* », s'est exclamé Macky Sall, président du Sénégal, en une allusion à la Grèce qui a suscité l'hilarité de l'assistance. Sur le plan politique, « *des élections libres ont été organisées* » depuis le début du siècle dans « *48 des 54 pays du continent* », s'est réjoui Alassane Ouattara, président de Côte d'Ivoire. Un tiers seulement des Africains vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, un résultat remarquable quand on se souvient qu'ils étaient les deux tiers dans ce cas au moment des indépendances vers 1960, a ajouté Lionel Zinsou, patron de la fondation Africa-France. Quant aux jeunes cadres cherchant une terre d'opportunité, ils peuvent s'inspirer de Jumia Nigeria, souligne Jeremy Doutte, « *où on recrute des sergents pour faire le travail d'un général, alors qu'en Europe des jeunes capables d'être général sont souvent confinés à des tâches de sergent* ».

Puisque l'argent est le nerf de la guerre, ou plutôt du développement, le président de la République, François Hollande, venu souligner l'implication de la France au milieu d'une navette diplomatique entre Kiev et Moscou, a détaillé une série d'initiatives financières. La réserve « pays émergents » du Trésor sera désormais consacrée à 70 % à l'Afrique, à hauteur de 240 millions d'euros. Les garanties apportées par la Coface sont passées de 800 millions d'euros en 2013 à 2 milliards en 2014 et « *en 2015, ça continuera* ». Et l'engagemen

t pris l'an dernier par l'Agence française de développement (AFD) d'investir 20 milliards d'euros sur cinq ans pour l'Afrique « *sera tenu* ». Le chef de l'Etat a enfin annoncé la création d'une banque de l'exportation pour faciliter les grands contrats (lire page 4), notamment en Afrique. ■

La réserve « pays émergents » du Trésor sera désormais consacrée à 70 % à l'Afrique.

Les garanties apportées par la Coface sont passées de 800 millions en 2013 à 2 milliards en 2014.

Tous droits de reproduction réservés

Les Echos

PAYS : France
PAGE(S) : 8
SURFACE : 27 %
PERIODICITE : Quotidien

RUBRIQUE : Monde
DIFFUSION : 123636
JOURNALISTE : Yves Bourdillon

► 9 février 2015 - N°21873

De gauche à droite, les présidents du Sénégal, Macky Sall, de France, François Hollande, du Gabon, Ali Bongo, et de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. *Photo Ian Langdson /AFP*

Tous droits de reproduction réservés

Internet

En plein boom économique, l'Afrique revient dans le radar des acteurs français de la finance

Commentaires

vendredi, 06 février 2015 12:39

Tags: Patrick Dupoux Medef France François Hollande

Tweeter 18

g+1

J'aime 17 229 personnes aiment ça. Soyez le premier de vos amis.

Suivre @agenceecofin 4 488 abonnés

(Agence Ecofin) - Distancés en Afrique par les Britanniques, les Américains, les Chinois et les investisseurs originaires d'autres pays émergents les acteurs français de la finance ont souligné leur regain d'intérêt pour ce continent lors du forum franco-africain organisé le 6 février à Bercy.

La finance figure d'ailleurs en bonne place au menu de ce forum placé sous le thème

«*Pour une croissance partagée*» et marqué par la participation du président français François Hollande, et ses homologues africains Macky Sall (Sénégal), Ali Bongo (Gabon) et Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire). «*L'Afrique est un continent d'avenir atteignable à partir de l'Europe. Malgré l'instabilité du continent, les investisseurs ont compris que c'est un réservoir de croissance, et ils se demandent comment participer à son développement et à son financement*», s'enthousiasme Hervé Schricke, président du tout nouveau club Afrique de l'Association française des investisseurs en capital (AFIC).

«*L'Afrique sera l'un des pôles de développement du monde: la croissance annuelle de 5 à 7%, continue depuis 2000, devrait se poursuivre sur les dix prochaines années : il est donc important de se positionner maintenant en Afrique*», souligne de son côté Patrick Dupoux, directeur associé au bureau de Casablanca du Boston Consulting Group.

Organisé par le ministère français de l'Economie et Medef International, le forum franco-africain s'inscrit dans la continuité de la Conférence économique pour un nouveau partenariat entre l'Afrique et la France du 4 décembre 2013 à Bercy. L'organisation patronale française Medef a créé un comité Afrique depuis des années. Dans le domaine de la finance, l'intérêt de l'Hexagone pour l'Afrique est, en revanche, plus récent.

Paris Europlace a engagé depuis 2013 des coopérations techniques avec les places financières marocaine et algérienne. Elle développe également des pistes de travail avec la Bourse régionale des valeurs mobilières de l'Afrique de l'Ouest (BRVM).

Dans le segment des investissements en Bourse, Paris est largement distancé par la City de Londres. «*L'Afrique a eu une croissance nulle dans les années 80 et 90. A cette période-là, les entreprises françaises étaient souvent leaders en Afrique. Quelques investisseurs français se sont désengagés dans les années 2000, or, c'est à partir de ce moment-là que la croissance économique s'est révélée. En parallèle, d'autres investisseurs (Chine, Inde, Golfe, Corée, Turquie) sont apparus*», explique Patrick Dupoux. «*Aujourd'hui, il y a peu de fonds d'origine française actifs en Afrique, mais on sent un intérêt grandissant. Par ailleurs une concurrence s'exerce entre les autorités de régulation, les fonds qui exercent en Afrique ayant tendance à s'inscrire au Luxembourg ou à Maurice*», précise M. Schricke, indiquant que beaucoup de membres de l'AFIC «*se demandent où et comment s'implanter en Afrique*».

Dans le secteur bancaire, les établissements français qui s'étaient désengagées de certains pays du continent durant les années 90 et au début des années 2000, dont Société Générale et BNP Paribas, replacent l'Afrique au cœur de leurs stratégies d'expansion. Pour ce qui est des assurances, Axa regarde désormais au delà du Maghreb, où elle est bien implantée. L'assureur français vient en effet de prendre une participation majoritaire dans le quatrième assureur du Nigeria, Mansard, fin 2014.

«*Les entreprises françaises commencent enfin à s'intéresser aux pays anglophones (Nigeria, Kenya, Ghana), là où il y a le plus gros potentiel de croissance. D'autres pays sont en plein décollage (Ethiopie, Mozambique) et méritent qu'on s'y intéresse dès aujourd'hui*», plaide Patrick Dupoux.

Gabon - Forum France-Afrique : L'Afrique à nouveau dans le radar français

Vendredi, 06 Février 2015 01:00
Mise à jour le Vendredi, 06 Février 2015 21:05
Écrit par L'UNION

Distancés en Afrique par les Britanniques, les Américains, les Chinois et les investisseurs originaires d'autres pays émergents, les acteurs français de la finance ont souligné leur regain d'intérêt pour ce continent lors du forum franco-africain organisé le 6 février à Bercy.

Forum France-Afrique

LA finance figure d'ailleurs en bonne place au menu de ce forum qui a pour thème « *Pour une croissance partagée* » et qui se trouve marqué par la participation du président français François Hollande et de ses homologues africains Macky Sall (Sénégal), Ali Bongo Ondimba (Gabon) et Alassane Dramane Ouattara (Côte d'Ivoire).

Selon Patrick Dupoux, directeur associé au bureau de Casablanca du Boston Consulting Group, *"l'Afrique sera l'un des pôles de développement du monde : la croissance annuelle, de 5 à 7%, continue depuis 2000. Elle devrait se poursuivre sur les dix prochaines années. Il est donc important de se positionner maintenant en Afrique"*.

Organisé par le ministère français de l'Économie et Medef International, le forum franco-africain s'inscrit dans la continuité de la Conférence économique, tenue à Bercy le 4 décembre 2013, pour un nouveau partenariat entre l'Afrique et la France.

La finance française veut se faire une place au soleil en Afrique

SENENEWS com | 07/02/2015 à 12:33 - Mis à jour le 07/02/2015 à 13:46

Recommander Partager 5 personnes recommandent ça. Soyez le premier parmi vos amis.

Avec sa croissance annuelle d'au moins 4% depuis dix ans et la promesse d'un boom grâce au développement de sa classe moyenne, le continent africain est revenu dans le radar des investisseurs français.Fonds d'investissement, banques, assureurs.

.. Les spécialistes soulignent tous le regain d'intérêt du monde financier pour l'Afrique, le « dernier horizon d'investissement ».

La finance figure d'ailleurs en bonne place au menu du grand forum économique franco-africain organisé vendredi à Paris, qui regroupe chefs d'Etat, ministres et dirigeants.

»L'Afrique sera l'un des pôles de développement du monde: la croissance annuelle de 5 à 7%, continue depuis 2000, devrait se poursuivre sur les dix prochaines années : il est donc important de se positionner maintenant en Afrique », explique Patrick Dupoux, directeur associé au bureau de Casablanca du Boston Consulting Group.

»L'Afrique est un continent d'avenir atteignable à partir de l'Europe. Malgré l'instabilité du continent, les investisseurs ont compris que c'est un réservoir de croissance, et ils se demandent comment participer à son développement et à son financement », estime de son côté Hervé Schricke, président du tout nouveau club Afrique de l'AFIC, association qui fédère les acteurs français du capital-investissement (investissement dans les entreprises non cotées).

Si une organisation patronale comme le Medef a créé un comité Afrique depuis des années, dans la finance, le mouvement est plus récent.

Paris Europlace, qui défend les intérêts de la place de Paris, a engagé depuis 2013 des coopérations techniques avec les places financières marocaine et algérienne. Elle développe également des pistes de travail avec la BRVM (Bourse régionale des valeurs mobilières), qui regroupe 8 pays d'Afrique francophone.

Mais dans le domaine boursier, Paris s'est déjà fait dépasser par Londres. »L'Afrique a eu une croissance nulle dans les années 80 et 90. A cette période-là, les entreprises françaises étaient souvent leaders en Afrique.

Quelques investisseurs français se sont désengagés dans les années 2000, or, c'est à partir de ce moment-là que la croissance économique s'est révélée. En parallèle, d'autres investisseurs (Chine, Inde, Golfe, Corée, Turquie) sont apparus », explique Patrick Dupoux.

- Investissements en hausse - »Aujourd'hui, il y a peu de fonds d'origine française actifs en Afrique, mais on sent un intérêt grandissant. Par ailleurs une concurrence s'exerce entre les autorités de régulation, les fonds qui exercent en Afrique ayant tendance à s'inscrire au Luxembourg ou à Maurice », constate M. Schricke.

»Londres héberge beaucoup de fonds, pour des raisons réglementaires, fiscales, et car c'est un marché financier important, cela déforme un peu la vision » de la présence britannique, confirme Christophe Eck, associé du cabinet d'avocats d'affaires Gide.

Reste que l'Afic a constaté que beaucoup de ses membres se demandent où et comment s'implanter et quelles sont les difficultés. « Il n'y a pas beaucoup d'expertise, c'est donc ce que nous voulons mobiliser », explique M. Schricke.

Le montant des opérations de capital investissement sur le continent a plus que doublé au premier semestre 2014 et 1,6 milliard de dollars a été investi en Afrique sub-saharienne l'an dernier, soit le montant le plus élevé en cinq ans, relève le fonds Investisseurs & Partenaires, l'un des rares fonds français dédiés à l'Afrique.

La société d'investissement Wendel a quant à elle réalisé son premier investissement direct en Afrique en 2012, avec une prise de participation dans l'entreprise nigériane IHS, spécialisée dans la gestion de tours télécoms pour les opérateurs mobiles.

Du côté des banques, Société Générale, BPCE et BNP Paribas, présentes de longue date sur le continent, l'ont récemment replacé au coeur de leur stratégie internationale. Côté assurances, AXA, trés implanté au Maroc et en Algérie, a pris une participation majoritaire dans le quatrième assureur du Nigeria, Mansard, fin 2014.

»Les entreprises françaises commencent enfin à s'intéresser aux pays anglophones (Nigeria, Kenya, Ghana), là où il y a le plus gros potentiel de croissance. D'autres pays sont en plein décollage (Ethiopie, Mozambique) et méritent qu'on s'y intéresse dès aujourd?hui », note Patrick Dupoux.

Coopération économique : l'Afrique et la France militent pour une croissance partagée

Samedi 7 Février 2015 - 15:40

Abonnez-vous A A (http://www.adiac-congo.com/content/sabonner)

(http://www.adiac-congo.com/print/content/cooperation-economique-lafrique-et

(http://www.adiac-congo.com/printmail/content/cooperation-economique-

Partager : J'aime 2 Tweeter 3

g+1 0

L'objectif est de mettre la jeunesse, l'innovation et les financements innovants au cœur de la nouvelle dynamique économique franco-africaine. À l'occasion, le président français François Hollande a invité ses homologues africains, Ali Bongo du Gabon, Allasane Ouattara de la Côte d'Ivoire, Macky Sall du Sénégal et Goodluck Jonathan, représenté par son ministre des Finances, Ngozi Okonjo -Iweala. Une trentaine de ministres africains font partie de la rencontre, animée par 50 intervenants.

La rencontre est placée sous le signe du renouveau et de l'approfondissement d'un nouveau modèle de partenariat économique, une occasion pour présenter le travail de la Fondation franco-africaine pour la croissance, confiée au président de PAI, Partners Lionel Zinsou.

Ce sont le ministre français des Affaires étrangères et du développement international, Laurent Fabius, son homologue des Finances, Michel Sapin, celui des Finances Emmanuel Macron, ainsi que le président du Medef (patronat français), Pierre Gattaz qui ont présenté la nouvelle architecture des relations économiques entre l'Afrique et la France.

L'Afrique une chance pour la France et réciproquement !

Le ministre français des Affaires étrangères a rappelé les « *liens indéfectibles* » qui unissent la France et l'Afrique qui se doivent d'être renforcés, sans oublier l'actuel dynamisme incontestable du continent africain qui se vérifie, selon lui par son intégration croissante au sein de l'économie-monde (5% de croissance économique annuelle), la volonté de sa jeunesse qui « *travaille pour façonner un avenir meilleur.»*

Laurent Fabius y voit une chance pour la France, car *« terre de promesses pour les entrepreneurs français. Mais une chance aussi, parce que les entrepreneurs africains investissent de plus en plus en France ».* Une chance également, parce que la jeunesse africaine se forme et, Laurent Fabius pense que les universités et les centres français ont à cet égard un rôle décisif à jouer. Encore une chance, du fait que la francophonie dans le continent est l'un des *« trésors communs, une des passerelles culturelles et économiques* » communes.

Michel Sapin a quant à lui rappelé les termes du sommet de l'Elysée où Africains et Français s'étaient fixés des objectifs sur le plan économique, visant à renforcer les échanges commerciaux entre l'Afrique et la France et mieux soutenir le développement du continent. Il a aussi rappelé que les entreprises africaines et françaises bénéficiaient du soutien de Business France et de la Banque publique d'investissement (BPI), ainsi que des instruments de Bercy, comme la Réserve pays émergents ou le Fonds d'étude et d'aide au secteur privé en vue de sécuriser les investissements.

Emmanuel Macron a annoncé de son côté une mobilisation de 20 milliards d'euros de de financements pour l'Afrique entre 2014 et 2020, en provenance de l'AFD, qu'il considère comme une opportunité pour les entreprises africaines et franco-africaines. Pour lui l'Afrique et la France avaient un rôle particulier à jouer dans la lutte contre le dérèglement climatique et dans l'adaptation aux conséquences de ce changement, qu'il considère comme un enjeu majeur pour la préservation de la planète et pour les futures générations. Emmanuel Macron pense également qu'il y a devoir pour l'Afrique et la France d'aboutir « ensemble à un accord ambitieux à Paris, en décembre, à l'occasion de la COP 21 ». A cet égard la France s'est engagée à soutenir les démarches africaines en faveur de l'adaptation climatique et la réduction des émissions de Gaz à effet de serre (GES).

"Notre responsabilité historique, c'est de consolider ces liens économiques, culturels et amicaux, le forum est un espace d'échange, un événement qui démontre que les relations entre la France et l'Afrique sont placées sous le sceau de l'égalité", a conclu le ministre français des Finances, Emmanuel Macron.

Pour le président du Medef, Pierre Gattaz, la France est à un tournant dans sa relation économique avec l'Afrique et le Forum franco-africain pour la croissance partagée constitue en effet, une nouvelle opportunité pour les entrepreneurs africains et français. Il reconnaît qu'aucune entreprise ne peut bâtir sa stratégie internationale en ignorant l'Afrique, qui représente ¼ de la population mondiale d'ici 2050 et qui affiche depuis une décennie un taux de croissance supérieur à 5%.

« *Dans une Afrique qui bouge et un environnement de plus en plus compétitif, les entreprises françaises doivent renforcer leur présence* », a martelé Pierre Gattaz, rappelant qu'il y a plus d'acquis pour aucun partenaire étranger et invitant les Français à « *réadapter leurs logiciels* » de compréhension et d'action pour répondre aux enjeux du continent.

Pierre Gattaz a par ailleurs, énuméré les axes sur lesquels la France est attendue, notamment la jeunesse, l'innovation, la ville, les infrastructures (électrification), le financement de l'économie et des projets des entreprises. « *L'Afrique accélère sur son chemin de croissance et d'émergence et a besoin d'investissements dans le cadre d'une relation équilibrée* », a conclu Pierre Gattaz.

Noël Ndong

ECO D'ICI ECO D'AILLEURS (/EMISSION/ECO-ICI-ECO-AILLEURS/)

Jean Kacou Diagou, président de la CGECI

Par Jean-Pierre Boris (/auteur/jean-pierre-boris/)

Diffusion : samedi 7 février 2015

Jean Kacou Diagou. | © Jeune Afrique/Vincent Fournier

Podcast Télécharger cette édition

Le Grand Invité de l'Economie RFI Jeune Afrique est Jean Kacou Diagou, le président de la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire et aussi, depuis 2010, le président de la Fédération des organisations patronales de l'Afrique de l'Ouest. Alors que les entrepreneurs français et africains se réunissent, pour la deuxième fois, à Paris sous la houlette du Medef et du gouvernement français, Frédéric Maury, rédacteur en chef Economie de Jeune Afrique et Jean-Pierre Boris de RFI interrogent Jean Kacou Diagou sur l'économie ivoirienne, sur les relations franco-africaines et franco-ivoiriennes. Jean Kacou Diagou lance un appel aux entreprises françaises pour qu'elles s'implantent avec plus de hardiesse en Côte d'Ivoire.

08-02-2015

SÉMINAIRE ALGÉRIE- AFRIQUE INITIÉ PAR LE FCE

Le projet de Haddad expliqué à ses homologues africains à Paris

Tunisie, Mauritanie, Mali, Sénégal, Madagascar et Côte d'Ivoire. C'est avec les présidents des organisations patronales issues de ces pays que le président du FCE, Ali Haddad, s'est entretenu sur les opportunités d'affaires et de promotion du partenariat économique.

Les discussions ont eu lieu autour d'un dîner offert par Haddad en l'honneur des présidents du patronat africain qu'il a rencontrés en marge de la deuxième édition du forum franco-africain tenu cette fin de semaine dans la capitale française, Paris, sous le thème «Pour une croissance partagée».

En sus de ces objectifs ayant motivé sa présence à ce forum auquel ont pris part près de 600 chefs d'entreprise et une cinquantaine de ministres et de chefs d'Etat, Ali Haddad a également saisi l'opportunité de cette rencontre économique de haut niveau pour vulgariser son initiative d'organiser un forum Afrique - Algérie. Un communiqué du FCE informe que ce projet sur lequel s'attelle son président Ali Haddad a été favorablement accueilli par les présidents des organisations patronales africaines rencontrés dans la capitale française.

Parmi ces organisations, l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Ugitica), l'Union nationale du patronat mauritanien (UNPM), le Conseil national du patronat du Sénégal (CNPS), le Conseil national du patronat du Mali (CNPM), le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM) et la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI).

En plus des présidents de ces structures, Lionel Zinsou, président de la Fondation franco-africaine pour la croissance, était aussi parmi les invités de marque. Faudra-t-il préciser qu'avant de soumettre son initiative portant organisation d'un forum algéro-africain à ses homologues parmi les présidents des structures patronales africaines,

Ali Haddad avait d'abord soumis ce projet au Premier ministre, Abdelmalek Sellal. Lors de son intervention, le 21 janvier, sur le plateau de la Télévision nationale, le chef de l'Exécutif avait en effet évoqué la tenue de ce séminaire économique Algérie-Afrique. Une telle manifestation permettra entre autres de booster les exportations algériennes vers les pays africains. «C'est le FCE qui a eu l'idée d'organiser ce séminaire, je l'ai tout de suite acceptée», avait en effet déclaré le Premier ministre.

L'Afrique, nouveau marché naturel pour le produitalgérien

Conquérir les marchés de l'Afrique obéit de l'avis d'un membre de la direction du FCE à l'idée de contourner les difficultés rencontrées dans les opérations d'exportation des produits algériens vers l'Europe. «Pour exporter vers l'Europe, c'est difficile à cause des barrières normatives. Mais nous pouvons vendre nos produits en Afrique, d'autant plus que l'Algérie est un actionnaire important de la Banque africaine de développement, et octroie des aides financières à de nombreux pays africains, mais sa présence économique en Afrique est très faible, ce qui est anormal», a expliqué la même source du FCE, citée par le journal électronique TSA. «Si nous voulons développer les exportations hors hydrocarbures, nous devons regarder vers l'Afrique qui est notre marché naturel», a ajouté la même source.

Sur un autre volet, notons que le projet d'un séminaire Algérie-Afrique initié par le FCE s'inscrit en outre au diapason des relations économiques tissées entre l'Algérie et nombre de pays africains, à l'exemple du Sénégal, du Niger et du Bénin. Tout récemment, les chefs d'Etat de ces pays se sont rendus successivement en Algérie où ils ont notamment assisté aux côtés du ministre de l'Industrie et des Mines, Abdessalem Bouchouareb, à des forums d'affaires traitant des opportunités de voir les entreprises algériennes, celles du domaine privé notamment, prendre part à des projets d'investissement dans les trois pays africain évoqués.

Concertations entre le FCEet le Medef

D'autre part, pour revenir aux activités du président du FCE lors du forum France-Afrique, Ali Haddad eu également à s'entretenir avec le président du Medef, Pierre Gataz. Les discussions ont porté sur la coopération économique entre l'Algérie et la France, largement évoquée à juste titre lors de la rencontre entre Haddad et Bernard Emié, ambassadeur français en poste Alger. La coopération entre les entreprises algériennes et françaises doit se hisser au rang d'un partenariat gagnant-gagnant, avaient alors préconisé les deux hommes qui se sont rencontrés en début de semaine écoulée au siège du FCE, sis sur les hauteurs d'Alger.

A Paris, Ali Haddad a eu également des entretiens avec Jean Louis Borloo, président de la Fondation du développement des énergies renouvelables sur le continent africain.

Karim Aoudia

AUX CÔTÉS DE 600 CHEFS D'ENTREPRISES

Le FCE prend part au Sommet France - Afrique

Lundi 09 Fevrier 2015

Une importante délégation de membres du Forum des chefs d'entreprises conduite par son président, Ali Haddad, a participé à la deuxième édition du Forum franco-africain et à la Conférence économique organisée dans ce cadre sous le thème «Pour une croissance partagée». Cette importante rencontre a eu lieu au ministère français des Finances et a réuni près de 600 chefs d'entreprises françaises et africaines, une cinquantaine de ministres et des chefs d'Etat africains. En marge du Forum franco-africain, le président du FCE a offert un dîner en l'honneur des présidents de patronats africains dont l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), l'Union nationale du patronat mauritanien (Unpm), le Conseil national du patronat du Sénégal (Cnps), le Conseil national du patronat du Mali (Cnpm), le Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci G) et le président de la Fondation franco-africaine pour la croissance, Lionel Zinsou. A cette occasion, M.Haddad a informé ses homologues de l'initiative du FCE d'organiser un Forum Afrique-Algérie.
Le président du FCE a également eu des entretiens avec le président du Medef, M.Pierre Gataz. Il a également eu des entretiens avec le président de la Fondation pour le développement des énergies renouvelables sur le continent africain, Jean-Louis Borloo.

Françafrique. Partager la croissance pour les multinationales françaises, mais pas les emmerdes

L'exécutif, soucieux de relancer l'économie par la diplomatie économique, déroule le tapis rouge à l'Afrique de la croissance, tandis qu'il s'oppose à la mise en place d'une responsabilité juridique pour les multinationales françaises vis à vis de leurs filiales.

Billets d'Afrique

TEXTE TAILLE

François Hollande, qui officiellement n'organise plus de sommets France-Afrique mais démultiplie désormais les occasions de réunir les chefs d'Etats africains, a invité plusieurs d'entre eux à Bercy, le 6 février, pour un raout intitulé « Forum franco-africain pour la croissance », nouvel avatar des initiatives de l'exécutif socialiste en termes de « diplomatie économique » à destination de l'Afrique. Il est d'ailleurs coorganisé par le Medef International, tout comme l'avait été le « Forum pour un nouveau modèle économique de partenariat entre l'Afrique et la France » organisé en décembre 2013 à la veille du Sommet pour la Paix et la Sécurité de l'Elysée, et au cours duquel avait été discuté le « rapport Védrine » qui appelait sans complexe à reconquérir l'Afrique (cf. Billets n°231, janvier 2014). Sept mois plus tard, le gouvernement officialisait la création de la « Fondation franco-africaine pour la croissance ». Selon le communiqué commun du ministère des Finances et de celui de l'Economie (15/07/14), « cette Fondation, réseau social rassemblant les acteurs français et africains, a pour vocation d'intensifier les relations économiques entre l'Afrique et la France au service d'une croissance inclusive et durable associant tous les acteurs, à travers la formation académique et professionnelle, la promotion active des échanges et des investissements croisés et un rôle de plaidoyer pour les échanges entre l'Afrique et la France ». Et qui est mieux placé pour ce « plaidoyer » qu'un des coauteurs du rapport Védrine ? L'un d'eux, le banquier Lionel Zinsou, avait donc en charge la « préfiguration » (sic) de cette fondation, dont tout le monde semble s'accorder pour dire que c'est une bonne idée mais cherche encore à quoi elle sert.

Hôtes infréquentables

Selon la Lettre du Continent (30/01), la dite fondation francoafricaine pour la croissance sera cette fois lancée officiellement, à l'occasion de cette journée à laquelle est invitée « une haute personnalité issue de chaque zone du continent en vue d'évoquer les moyens de renforcer la relation économique avec Paris, qui mise sur l'Afrique depuis plusieurs mois pour doper sa croissance ». Et ce média souvent officiellement tuyauté d'annoncer « la présence de plusieurs présidents francophones, dont le Gabonais Ali Bongo et le Sénégalais Macky Sall » tandis qu' Habib Essid, le nouveau chef du gouvernement tunisien, se serait décommandé et devrait être « remplacé par Alassane Ouattara ». On reconnaît les vrais amis, et le président ivoirien Ouattara peut difficilement refuser les honneurs de Paris. Bongo ne rate pour sa part aucune occasion de venir parader avec Hollande. Mais comme il ne faut pas rester qu'entre francophones, lorsqu'on parle de croissance (l'Afrique anglophone conciliant étrangement une moindre ingérence française et une situation économique et politique globalement meilleure), François Hollande devrait aussi pouvoir compter sur la présence du « président kenyan Uhuru Kenyatta et [du] premier ministre mauricien, Anerood Jugnauth ». Ce dernier gouverne un paradis fiscal classé 19ème à l'indice d'opacité financière publié en 2013 par l'ONG britannique Tax Justice Network (entre l'Autriche et les Îles Vierges Britanniques) ; mais quand on parle affaires... Quant au président Kenyatta, il est poursuivi par la Cour Pénale Internationale (CPI, dont la France est un Etatpartie), pour les violences post-électorales de 2008 au Kénya. Certes, la CPI commence à être décrédibilisée en Afrique, à force de ne s'en prendre qu'à des Africains (du moins lorsqu'ils ne sont pas des alliés importants des Occidentaux), mais le serait-elle à l'Elysée ? Mais quand on parle affaires...

Le hasard du calendrier fait que cette invitation à partager les fruits de la croissance africaine (avec les entreprises françaises, mais pas avec les populations) devrait coïncider avec les prochaines batailles autour d'une tentative de partager les conséquences du pillage. En effet, la proposition parlementaire de loi (PPL) sur le « devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre », qui visait à imposer aux firmes qui engrangent les profits de leurs filiales à l'étranger d'être en mesure de prouver qu'elles faisaient le nécessaire pour empêcher de graves atteintes à l'environnement et aux droits humains, vient de subir un enterrement de première classe. Avec, dans le rôle du fossoyeur zêlé, le Parti socialiste, dont le groupe parlementaire avait pourtant déposé la proposition de loi aux côtés des 3 autres groupes dits de gauche à l'Assemblée.

« J'ai parlé de gens qui meurent. On m'a répondu CAC 40 »

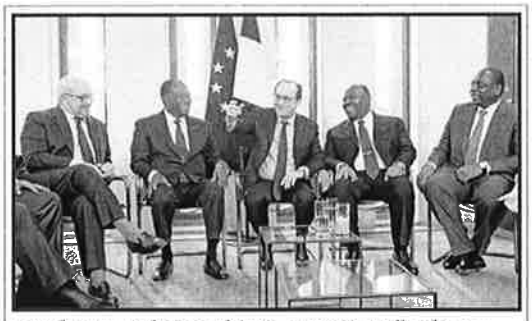
Dès la discussion en Commission des Lois, le 21 janvier, le ton était donné. C'est la rapporteuse du texte, la députée EELV Danielle Auroi, qui l'a le mieux expliqué huit jours plus tard : *« Les débats en Commission m'ont désagréablement surprise. J'ai parlé de gens qui meurent. On m'a répondu CAC 40 »* [1]. En plénière, le 29 janvier, le groupe socialiste a docilement suivi la consigne du gouvernement : demander et voter le renvoi en Commission, pour un « projet alternatif » de loi ayant prétendument le même objectif généreux – afin de ne pas assumer publiquement de refuser de rendre les multinationales françaises responsables de leurs filiales. Il est vrai que, deux jours avant, un sondage CSA commandé par les ONG et syndicats regroupés au sein du Forum Citoyen pour la Responsabilité Sociale des Entreprises montrait que « 3 Français sur 4 (76%), toutes sensibilités politiques confondues, pensent que les multinationales françaises devraient être tenues responsables devant la justice des accidents graves provoqués par leurs filiales et sous-traitants ». Mais l'exécutif, qui invite les pays africains à partager leur croissance, semble compréhensif lorsque les firmes françaises refusent de partager les problèmes de populations sur le dos desquelles elles fondent leurs bénéfices.

FORUM FRANCO-AFRICAIN: DANS LE NOUVEL ORDRE, LE MAROC POUSSE SES PIONS

LA PRÉSENCE DES ENTREPRISES MAROCAINES, UNE OPPORTUNITÉ POUR LA FRANCE

HOLLANDE ANNONCE LA CRÉATION D'UNE BANQUE DESTINÉE À FACILITER LA CONCLUSION DE GROS CONTRATS

UN NOUVEAU FONDS D'INVESTISSEMENT ÉGALEMENT PRÉVU



Lors du Forum franco-africain, François Hollande, aux côtés de Michel Sapin, son ministre des Finances, a annoncé une série d'outils pour muscler les liens entre la France et l'Afrique. Le président français est ici entouré de Alassane Ouattara (à gauche), président de Côte d'Ivoire, Ali Bongo, président du Gabon, et Macky Sall, président du Sénégal

«Je fais confiance à cette équipe pour créer un esprit nouveau et multiplier les initiatives», a déclaré le président français François Hollande lors de son discours d'ouverture du «Forum franco-africain pour une croissance partagée» qui a eu lieu à Paris le 6 février dernier. Un esprit et des initiatives, il en faudra, en effet, à la toute nouvelle Fondation France-Afrique âgée tout juste d'un an, et présidée par Lionel Zinsou, président de PAI Partners, pour raviver l'influence économique française en Afrique, mise à mal tant dans le commerce que par la concurrence chinoise, indienne, brésilienne, turque, ou même britannique. Sans compter ses partenaires africains voisins, comme le Maroc.

Lors de cette rencontre, la France a annoncé une série d'outils pour muscler ses liens économiques avec l'Afrique. Ainsi, une banque de l'exportation destinée à faciliter la conclusion de grands contrats internationaux devrait voir le jour d'ici fin mars. C'est la Société de financement local (Sfil, qui est également la banque des collectivités) qui refinancera les crédits exports de gros montants octroyés par les banques, avec la garantie de l'Etat via l'assureur-crédit Coface.

Ce dispositif permettra de faire baisser le coût de ces crédits pour les clients des entreprises exportatrices, de l'ordre de 10%, a expliqué François Hollande.

Selon Philippe Mills, PDG de la Sfil, le dispositif devrait permettre à la France de regagner en compétitivité. Le chef de l'Etat français a en outre souligné que l'engagement pris l'an dernier par l'Agence française de développement (AFD) d'investir 20 milliard d'euros sur 5 ans pour l'Afrique serait «tenu, strictement tenu, entièrement tenu et commence à être appliqué».

L'an dernier, l'AFD a prêté 3,7 milliards d'euros sur le continent pour soutenir des projets de développement. «Nous devons regarder l'Afrique comme nous regardons tout pays, tout continent, avec les mêmes règles, mais aussi en faisant en sorte que la Coface puisse assurer plus de garanties. En 2013, ces garanties étaient de 800 millions d'euros, en 2014, elles sont montées à 2 milliards d'euros et ça continuera encore en 2015», a ajouté Hollande. Un nouveau fonds d'investissement pour l'Afrique, porté par la banque publique Bpifrance, verra également le jour cette année.

Aujourd'hui, avec un taux de croissance de 5% depuis 10 ans, l'Afrique est attractive. Or, selon des données récentes, les entreprises françaises ne fourniraient plus que 4,7% des importations de l'Afrique subsaharienne, contre 10,1% il y a dix ans. Réunissant décideurs publics et privés français et africains, co-organisé par les ministères français des Finances et des Comptes publics, de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique; des Affaires étrangères et du Développement, les patronats français et africains, -représentés pour l'occasion par Pierre Gattaz, président du Medef, et Mthunzi Mdwaba, vice-président Afrique de l'Organisation internationale des employeurs (OIE)-, les entreprises, les banques de développement et les fonds d'investissements, ce forum a regroupé près de 700 participants, en provenance de 33 pays. Etaient notamment présents les présidents Macky Sall (Sénégal), Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Ali Bongo (Gabon) ou encore de très nombreux officiels africains, dont le ministre de l'Economie marocain, Mohamed Boussaïd.

Revenant sur les relations avec l'Afrique, ce dernier a indiqué que le Maroc prône le développement de la coopération Sud-Sud et d'une approche de partenariat, rappelant que le discours royal d'Abidjan illustre l'engagement du Royaume en faveur de ce continent. L'avenir, c'est l'Afrique, dira-t-il, invitant la France à saisir l'opportunité qu'offre la présence d'entreprises marocaines en Afrique dans plusieurs secteurs dont les télécommunications, le secteur bancaire et les assurances. «Le Maroc, la France et l'Afrique peuvent faire de très belles choses ensemble», a assuré Boussaïd, mettant l'accent à cet égard sur le rôle que peut

jouer la place financière de Casablanca (CFC) pour drainer les investissements vers le continent.
Lancée le 15 juillet 2014 à Paris, la Fondation Africafrance a été conçue lors la première rencontre franco-africaine de la conférence économique du Sommet de l'Elysée pour la paix et la sécurité, organisée en décembre 2013. Cette Fondation, réseau social rassemblant des acteurs français et africains, a pour vocation d'intensifier les relations économiques entre l'Afrique et la France au service d'une croissance inclusive et durable. Et ce, en y associant tous les acteurs, à travers la formation académique et professionnelle, la promotion active des échanges et des investissements croisés et un rôle de plaidoyer pour les échanges entre l'Afrique et la France. Cette structure s'organise autour de quatre pôles: la formation du capital humain, la coopération dans le domaine financier, afin d'améliorer les systèmes financiers et préciser l'évaluation du risque pays, la coopération dans le domaine culturel et les partenariats dans le domaine numérique où des pistes de coopération ont été mises en avant (e-learning 2.0 notamment). Outre la présentation et la promotion de cette Fondation à l'occasion de cette deuxième rencontre franco-africaine, ce forum s'est organisé autour de trois grands axes: les jeunes au cœur de la croissance et du partenariat avec l'Afrique, «un enjeu majeur», selon Jamal Belahrach, président de la toute jeune Task Force africaine pour l'emploi de l'Organisation internationale des employeurs (OIE). «Un million de jeunes africains par mois arrivent au chômage», a-t-il rappellé. Les deux autres thématiques concernent un partenariat pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France et des innovations financières pour une croissance inclusive et durable.

«Cluster Finance»: Casablanca entre en scène

Un «cluster finance», constitué de Paris Europlace, de la Bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan, de Casablanca Finance City Authority, de la banque panafricaine Ecobank, ainsi que d'autres investisseurs dont l'important fonds d'origine tunisienne Africinvest, a été créé à l'occasion de ce forum franco-africain.
Son rôle est d' «identifier les projets les plus porteurs pour la croissance africaine et les instruments de financement à mettre en œuvre et d'encourager le développement d'investissements conjoints africains et français dans les différents pays d'Afrique». Selon Arnaud de Bresson, délégué général de Paris Europlace, «il s'agit de développer une épargne longue mobilisée en faveur du financement de l'économie et des entreprises, face à la désintermédiation bancaire à l'oeuvre en Europe comme en Afrique.
Paris Europlace s'inscrit dans la stratégie de coopération de la Place de Paris avec les marchés émergents en forte croissance, et notamment les premiers accords de partenariat signés avec Casablanca Financial Center Authority en 2013 et la Place financière d'Alger (COSOB) en 2014, souligne-t-il. Ainsi, Paris Europlace entend accélérer et élargir la démarche de coopération de la Place de Paris avec l'Afrique sub-saharienne, en mettant la priorité´ sur le développement de projets d'investissement franco-africains et l'accompagnement du développement des places financières émergentes.

De notre correspondante à Paris,
Halima BELGHITI

Audiovisuel

Ref. Doc. : 2501-8692098-3

A : Service de presse / MEDEF

Mot-Clé : GATTAZ

BFM BUSINESS
JOURNAL – Le 06/02/2015 – 12:03:19

SOPHIE TUSSEAU

Avant Moscou, François HOLLANDE participe ce matin à un forum franco-africain à Bercy pour une série d'entretiens avec les chefs d'Etat et de gouvernement africains. L'objectif de ce forum co-organisé avec le MEDEF international est de renforcer les coopérations économiques entre les entreprises françaises et africaines, et profiter de l'immense opportunité que recèle le continent africain, ce que n'a d'ailleurs pas manqué de rappeler tout à l'heure dans son discours Pierre GATTAZ, le président du MEDEF.

PIERRE GATTAZ, PRESIDENT DU MEDEF

Nous devons sans cesse nous réinventer. Nous sommes là pour ça, pour construire ensemble ce que sera la relation économique entre l'Afrique et la France dans les années qui viennent et au cours desquelles l'Afrique va connaître des transformations majeures et de plus en plus rapides. Depuis cinq ans, la France a entrepris de rénover en profondeur sa relation avec l'Afrique. Le secteur privé doit continuer de part et d'autre à être le moteur de cette nouvelle relation franco-africaine que nous concevons et construisons ensemble. Premièrement, parce que c'est une attente forte et permanente de nos partenaires africains. Vous attendez avant tout des investissements sur vos territoires, un partage de la valeur ajoutée locale et une relation parfaitement équilibrée. Deuxièmement, parce qu'il en va de l'avenir de nos entreprises françaises et plus généralement européennes. Plus aucune entreprise ne peut bâtir sa stratégie internationale en ignorant l'Afrique qui est la deuxième grande région de croissance au monde. 12:04:47 FIN)

Tous droits réservés

KANTAR MEDIA
TEL : 01.47.67.18.00
FAX : 01.47.67.18.01
service.clients@kantarmedia.com

Ref. Doc. : 2501-8694150-1

A : Service de presse / MEDEF

Mot-Clé : MEDEF

FRANCE 24
EDITION SPECIALE – Le 06/02/2015 – 11:18:48

FRANÇOIS HOLLANDE

Messieurs les Présidents, Cher Alassane, Cher Ali, Cher Macky, Madame, messieurs les ministres, Mesdames, messieurs les représentants des entreprises ainsi que tous les amis qui contribuent à affermir encore davantage les liens entre l'Afrique et la France.

Il y a un an, vous l'avez rappelé, cher Lionel ZINSOU, il y avait le sommet de l'Elysée qui rassemblait la France et l'ensemble des pays africains. Et à cette occasion nous avions lancé l'idée d'une fondation franco-africaine pour favoriser la croissance. La croissance en Afrique, la croissance en France. Beaucoup d'entreprises, et je les en remercie, à travers le président du MEDEF, se sont impliquées, engagées dans cette initiative.

Ce forum en est l'illustration. Et je tenais à y être présent. Hier soir j'étais à Kiev, ce soir je serai à Moscou. Une fois encore j'ai démontré que Paris était la capitale, puisque pour aller de Kiev à Moscou il faut venir à Paris pour être avec des amis africains.

J'y tenais parce que c'est un succès que cette initiative. Il y a ici des chefs d'Etat, des chefs de gouvernement, une cinquantaine de ministres, 500 entreprises françaises et africaines qui sont représentées. C'est la preuve de l'intérêt que porte la France pour le continent africain et l'intérêt qu'a l'Afrique pour que des entreprises françaises viennent plus nombreuses encore investir en Afrique.

Mais comme il a été dit par le président OUATTARA, il n'y a pas de développement, il n'y a pas de croissance sans sécurité. Et les pays africains qui ont connu des développements considérables sont également touchés par le terrorisme. Pas tous, mais tous peuvent l'être.

La France a considéré qu'elle était également engagée dans cette lutte-là pour préserver la paix, mais aussi pour assurer sa propre sécurité, parce que nos sors sont liés. Si je me suis engagé, comme je l'ai fait pour le Sahel, en faisant intervenir la France au Mali, c'est que j'avais conscience que les risques étaient pour le Mali celui de perdre son intégrité territoriale, mais pour l'ensemble de l'Afrique de l'ouest d'être menacée dans sa souveraineté, dans sa liberté.

Et si vous êtes venus le 11 janvier - et je veux vous en remercier – pour assurer la solidarité de l'Afrique à la France après les terribles épreuves que nous avons traversées, c'est bien parce que vous êtes vous aussi conscients

Tous droits réservés

que cette lutte se mène à l'échelle internationale, et qu'elle peut cette menace tous nous toucher.

Je suis conscient, et la ministre des Finances du Nigéria l'a rappelé, qu'il y a en ce moment même une offensive terroriste de très grande envergure au Nigéria, mais pas seulement au Nigéria, au Cameroun, et qu'il convient d'y faire face.

Les africains ont pris leur destin en main, et encore ces derniers jours l'Union africaine a pris des décisions importantes pour constituer une force capable de s'opposer aux agissements terroristes. De la même manière, la réunion que nous avons tenue autour des pays du Lac Tchad avec le Niger, le Nigéria, le Cameroun, le Tchad, pour échanger nos informations, assurer notre coopération, et également permettre à des forces de pouvoir se déployer, montre aujourd'hui son efficacité. Je veux saluer ce que fait le président DEBY parce qu'il y met pleinement son armée et il permet ainsi de lutter avec le Cameroun contre Boko Haram et de faire en sorte que le Nigéria aussi soit apaisé.

L'Afrique connait des fléaux. Parce que l'Afrique est un enjeu. L'Afrique aussi est exposée à la dégradation du climat, au réchauffement. C'est la raison pour laquelle la France a également pris ses responsabilités puisque nous allons organiser à la fin de l'année la conférence de Paris sur le réchauffement climatique.

Je sais d'ores et déjà que les pays africains, tous ensembles, seront à nos côtés pour arriver à un accord global ; à un accord différencié ; à un accord aussi qui mobilisera des fonds importants pour développer l'Afrique et pour assurer la transition énergétique dans ce continent.

Mais Lionel l'a présentée avec talent cette réalité, cette évidence que les chefs d'Etat ont confirmée. L'Afrique c'est notre avenir. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui connait la plus grande progression démographique. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui connait la plus forte croissance ces dernières années. C'est notre avenir parce que c'est le continent qui a les potentiels les plus élevés, pas simplement les ressources, mais les capacités pour assurer son développement. L'Afrique c'est aussi le continent qui est plein de richesses encore inexploitées, à tel point que lorsqu'un certain nombre de chefs d'Etat m'interroge sur ce que nous pouvons faire ensemble, à chaque fois ils me parlent de l'Afrique. J'y vois là comme une reconnaissance de ce que nous pouvons faire pour l'Afrique. La France est tout à fait prête à emmener beaucoup de pays à venir investir en Afrique. J'y vois surtout la marque d'intérêt considérable que les pays les plus développés ou ceux qui sont ce qu'on appelle les émergents, ont comme ambition pour investir en Afrique.

La France elle est liée à l'Afrique par l'histoire, par également l'amitié et par l'économie, par surtout les liens humains. Nous avons beaucoup de Français qui vivent en Afrique, beaucoup d'Africains qui vivent en France. C'est une chance considérable parce que ça nous permet, au-delà même de la francophonie, par ailleurs bientôt lange africaine.

Mais au-delà même ce lien culturel, il y a comme une convergence d'intérêt commun. Alors, si nous en sommes conscients, si la France est

Tous droits réservés

pleinement présente, si elle a déjà de nombreuses entreprises qui sont sur les marchés africains, si vous faites confiance aux entreprises françaises, dans les règles du droit, alors nous devons nous Français, nous autorité française, mieux accompagner l'Afrique dans le financement de ses projets.

Car la clé c'est le financement. C'est la raison pour laquelle je voulais au cours de ce forum démontrer que nous avions adapté bon nombre de nos outils pour favoriser le financement des entreprises françaises qui iront investir en Afrique ou le financement de projets qui intéressent l'Afrique.

Il existe ce qu'on appelle dans notre dispositif financier et administratif la réserve « pays émergents ». Eh bien elle est désormais pleinement ouverte aux pays africains. Elle a déjà été utilisée dans le passé pour financer de grands projets : la grande vitesse au Maroc, le métro du Caire, il y a eu également le barrage de Nairobi. Mais nous voulons maintenant mettre tous ces financements au service du plus grand nombre de projets en Afrique.

70 % de la réserve « pays émergents » sera consommée en Afrique, soit 240 millions d'euros. Deuxième outil, la COFACE. La COFACE est nécessaire, indispensable pour assurer le financement de bon nombre de projets en Afrique. C'est Macky SALL qui le rappelait, et Ali BONGO a insisté aussi là-dessus, le risque, le principal risque n'est pas en Afrique. Il y a des risques qui peuvent exister partout y compris en Europe. Donc nous devons regarder l'Afrique comme nous regardons tout pays, tout continent avec les mêmes règles, mais aussi en faisant en sorte que la COFACE puisse assurer plus de garantie.

Eh bien en 2013 ces garanties étaient de 800 millions d'euros, en 2014 elles sont montées à 2 milliards d'euros et ça continuera encore en 2015.

Nous avons aussi décidé de créer en France une banque de l'exportation au service des grands contrats internationaux ; ca aura une influence directe sur ce que nous pouvons faire en Afrique. En effet, l'un des freins à l'exportation, que nous pouvons rencontrer, tient moins aux conditions de compétitivité – même si ça peut exister, et ce qui nous conduit à prendre des mesures en France – tient moins au savoir faire, à la qualité, à la technologie où nous avons des entreprises excellentes, petites et grandes. L'un des freins à l'exportation c'est le financement, car beaucoup de pays assurent des financements bien plus avantageux que la France pour réussir à promouvoir leurs exportations.

Donc nous avons décidé avec le ministre des Finances de mettre en place une banque de l'exportation d'ici la fin du mois de mars. Ce dispositif concernera tous les pays, tous les secteurs économiques, sans restrictions. Chaque fois qu'il y aura un contrat qui dépasse un certain volume, 100, 200 millions d'euros, alors cette banque rentrera directement en intervention.

Ca permettra de réduire aussi les coûts du financement ; nous avons chiffré à 10 % l'économie que nous pouvons en tirer.

J'ai également l'année dernière pris un engagement. Le problème avec les engagements, c'est que personne ne les oublie. Je ne sais pas ce que vous applaudissez, si vous applaudissez qu'il faut prendre des engagements ou qu'il ne faut pas les oublier. Mais j'avais pris deux engagements même.

Tous droits réservés

Le premier c'est que l'Agence française de développement investirait 20 milliards d'euros sur cinq ans en Afrique. Cet engagement sera tenu, strictement tenu, entièrement tenu et comment à être appliqué. Il sera d'autant plus aisément tenu que j'ai décidé de laisser à l'Agence française de développement 50 % de son résultat net pour consolider ses capitaux propres, de façon à ce que la machine apprêtée puissent être continuellement alimentée.

Nous donnerons aussi les moyens à l'AFD de développer, d'amplifier, de développer encore ses interventions.

J'avais pris un deuxième engagement que Macky SALL n'a pas oublié, un milliard d'euros pour les nouvelles technologies, pour la transition énergétique, eh bien ce milliard d'euros non seulement est confirmé, mais il s'ajoute au milliard de dollars que la France a décidé d'apporter au fonds vert. Voilà ce que je peux une nouvelle fois ici annoncer.

Nous travaillons également toujours sur cette question du financement à assurer non pas simplement des prêts, ou même des dons, mais également à pouvoir favoriser le financement en capital des entreprises, et notamment des entreprises africaines. La BPI et PROPARCO, qui est une filiale de l'Agence française de développement, vont lancer cette année ce qu'on appelle le fonds Averroès III à hauteur de 30 millions d'euros pour financer le capital des PME et des ETI françaises en Afrique, mais également financer en capital des entreprises africaines. Il y aura ce fonds mixte franco-africain, ce sera une première et il permettra ainsi de lier, de nouer des partenariats entre les entreprises, mais surtout d'apporter aux entreprises françaises qui investissent en Afrique des moyens d'assurer leur présence.

Il y a également une volonté qui est la notre de développer le financement participatif, c'est d'ailleurs prévu par une innovation législative. Eh bien c'est un défi qui est lancé, j'ai évoqué les diasporas africaines qui sont présentes en France et qui sont soucieuses de contribuer au développement de leur pays d'origine. Eh bien ces fonds participatifs pourraient donc être garantis par la puissance publique et qui pourraient lever des capitaux, lever des ressources et permettre de les investir en Afrique.

Je sais aussi qu'il y a bientôt un club Afrique qui va se créer au sein de l'Association française des investisseurs pour la croissance et qu'il pourra mobiliser aussi les acteurs du capital risque, les acteurs français notamment pour financer des projets en Afrique.

Mais faut-il encore que les personnes puissent circuler, et là encore je me souviens d'une interpellation qui m'avait été adressée, je pense que c'était au Sénégal, où il m'a été dit, vous voulez favoriser des échanges, vous voulez développer les partenariats, mais il est difficile pour des chefs d'entreprise africains de venir en France, pour des créateurs de venir en France parce que les visas ne sont pas délivrés dans le bon délai et avec les facilités indispensables.

J'ai donc demandé au ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Intérieur de favoriser, de faciliter ces mécanismes, et j'ai les chiffres aujourd'hui sous les yeux, le nombre de visas de circulation délivrés chaque année à des investisseurs, à des entrepreneurs, à des chercheurs africains s'élèvent à

Tous droits réservés

300 000 et le chiffre a progressé de 60 % par rapport à 2012, c'est le signe de la confiance que nous faisons à l'Afrique.

Je rappelle aussi que la France accueille 110 000 étudiants africains, elle le fait par solidarité surement, mais elle le fait aussi parce que former les talents africains c'est un investissement pour la France et pour l'Afrique. Parce que ces étudiants vont ensuite revenir dans leur pays d'origine prendre des responsabilités. Tous ne pourront pas devenir ministre des Finances à 33 ans de la Côte d'Ivoire, mais nous ne désespérons pas de former aussi les plus anciens, même si nous avons-nous aussi, mais je ne vais pas ici en parler trop des ministres de l'Economie jeunes.

Donc c'est un investissement que nous faisons pour que nous puissions avoir les cadres nécessaires. Mais je veux aussi dire aux jeunes Français, qui veulent participer à une expérience à l'étranger et notamment en Afrique qu'ils pourront le faire plus facilement à l'avenir. J'ai parlé lors de ma conférence de presse hier du service civique. Le service civique sera non seulement élargi, non seulement facilité, non seulement renforcé, mais il sera également adapté pour qu'il prenne une dimension internationale dans le cadre du volontariat de solidarité internationale. Le nombre de jeunes Français qui voudront participer à ce volontariat en Afrique sera favorisé et sera augmenté, parce que je veux que les Français qui veulent participer à cette belle histoire, à cette belle aventure du développement du continent africain puisse le faire dans des associations, dans des entreprises, au service aussi des administrations, partout où ils peuvent être utiles. Je vous l'assure Messieurs les présidents, Madame, ils viendront et ils viendront nombreux.

Il y a enfin et c'est la raison de notre présence ici, la Fondation Africa-France que préside notre ami Lionel ZINSOU. Ce n'est pas un outil de plus, ce n'est pas une structure supplémentaire, c'est une institution. Une institution qui parle d'initiative privée, ce qui n'empêche pas que cette fondation est soutenue par l'Etat français d'ores et déjà à hauteur de trois millions d'euros.

Cette institution, c'est la votre, c'est l'institution des entreprises françaises et des entreprises africaines. Et je vous demande puisque vous êtes présents nombreux à ce forum d'y participer pleinement. Je vous encourage à le faire. Je veux aussi que de nombreuses associations puissent se former et puissent s'ajouter à cette fondation. Elle a déjà mis en place des programmes, ils ont été rappelés. Programmes pour la formation des cadres économiques de haut niveau, programme de rencontres des jeunes dirigeants français et africains, programme également pour labéliser ou pour organiser des centres africains de formation professionnelle et technique, pour répondre aux besoins des entreprises africaines et françaises.

Enfin cette fondation a d'ores et déjà mis en place des groupes et non pas des clusters comme il a été dit, des groupes, des grappes qui rassembleront des entreprises françaises et les entreprises africaines dans de nombreux secteurs pour former un réseau. Il y a déjà une première initiative qui a été lancée, ce sont les industries créatives et culturelles et de nouvelles technologies qui vont se rassembler.

L'Afrique, c'est un continent qui est capable de sauter les étapes. C'est l'avantage d'être jeune, c'est qu'on peut aller plus vite et qu'en matière de

Tous droits réservés

technologie, l'Afrique a été capable de sauter plusieurs générations de biens et de produits. Et c'est ce qui doit nous permettre d'avoir sur les industries culturelles, sur les industries créatives, sur les industries de l'éducation, un temps d'avance en Afrique. Et la France doit être pleinement partie prenante de ce mouvement. La fondation donc va créer des niveaux groupes sectoriels dans le numérique, dans le secteur financier, dans l'agroalimentaire, dans les infrastructures, dans la ville durable, bref grâce à cette fondation il va y avoir des organisations nouvelles qui vont permettre d'agir, d'investir et de créer.

Il y a l'énergie et en particulier l'électricité et là je salue et j'appuie autant qu'il sera possible l'initiative de Jean-Louis BORLOO. Jean-Louis BORLOO, chacun le connait ici, il est capable de tout déplacer, de tout bouger et je sais qu'il consacre déjà tout son temps, toute sa force de conviction pour promouvoir des partenariats nouveaux, des bonnes pratiques pour satisfaire les besoins en électricité du continent. Et cette structuration énergétique, cette accès pour tous les Africains à l'électricité, c'est véritablement la clé de l'avenir, parce que c'est ainsi que nous avons conçu notre propre développement, notre propre croissance. Sa structure va dégager des ressources importantes et sera associée à la Fondation Africa France. J'invite là encore toutes les entreprises présentes notamment celles de ce secteur, mais elles sont déjà pleinement impliquées, mais beaucoup d'autres entreprises à rejoindre cette fondation.

Mesdames et Messieurs, ce que vous êtes venus ici rencontrer, ce n'est pas une administration, même si nous sommes reçus dans la plus belle des administrations à Bercy, ce n'est pas simplement pour une fois encore entendre un certain nombre d'ambitions proclamées. Non, nous fournissons ici des instruments surement, mais surtout une communauté, une communauté d'esprit, une communauté d'action. Cette institution n'est pas figée, elle va évoluer, elle va bouger, elle va s'adapter selon les besoins. Je sais aussi que plusieurs villes, des régions, des collectivités sont également prêtes à s'associer.

En Afrique des associations se créent dans plusieurs pays pour être également des relais de la fondation. Je fais confiance à Lionel ZINSOU et à toute son équipe pour reporter avec son talent, son expérience et aussi sa double appartenance à la France et à l'Afrique, je fais confiance à cette équipe pour créer un esprit nouveau et multiplier les initiatives.

Mesdames et Messieurs, avec ce forum, nous avons voulu adresser un message, il est très simple, l'Afrique est pleine d'avenir, et la France est pleine de projets et c'est pourquoi nous sommes ensembles. 11:42:41. FIN

Tous droits réservés

KANTAR MEDIA
TEL : 01.47.67.18.00
FAX : 01.47.67.18.01
service.clients@kantarmedia.com